



Assemblée générale

Distr. générale
19 octobre 2007
Français
Original : anglais

Soixante-deuxième session
Cinquième Commission
Point 114 e) de l'ordre du jour
Nominations aux sièges devenus vacants
dans les organes subsidiaires et autres nominations

Nomination de membres du Tribunal administratif des Nations Unies

Note du Secrétaire général

1. Comme il est indiqué dans le document A/62/105, au cours de sa présente session l'Assemblée générale devra, pour pourvoir les sièges qui deviendront vacants au Tribunal administratif des Nations Unies, nommer deux personnes pour un mandat de quatre ans qui prendra effet le 1^{er} janvier 2008.
2. La candidature des personnes dont les noms suivent a été présentée par le gouvernement de leurs pays respectifs aux fins de nomination ou de reconduction dans leurs fonctions :
 - Agustin Gordillo (Argentine)
 - Dayendra Sena Wijewardane (Sri Lanka)
3. On trouvera ci-après le curriculum vitae des candidats (voir annexe).



Annexe

Curriculum vitae

Agustin Alberto Gordillo

Né le 22 octobre 1938

Expérience professionnelle

Professeur émérite, Université de Buenos Aires

Président, Tribunal arbitral, Pérou (2003); un procès entre une société internationale et une entité gouvernementale; décision unanime, acceptée par les deux parties

Juge (2002-2007), Tribunal administratif, Organisation des États américains, Washington

Juge (1994-2005), Tribunal administratif, Fonds monétaire international, Washington

Juge (2004-2007), Tribunal administratif, Organisation internationale du Travail, Genève

Membre du Conseil d'administration du Centre européen de droit public (Athènes, depuis 2003)

Juge (1984-89), puis Président (1988-89) du Tribunal administratif de la Banque interaméricaine de développement, Washington

Membre du Conseil de l'Association du barreau de Buenos Aires (1990-1992)

Conseiller (honoraire), Commission des affaires constitutionnelles, Chambre des députés (1984 à ce jour)

Conseiller (honoraire), Commission des affaires administratives, Sénat argentin (1984 à ce jour)

Président fondateur, Fondation de droit administratif (1981 à ce jour)

Président fondateur, Association de droit administratif pour les États ibéro-américains (2000-2002)

Président honoraire, 2002

Président fondateur, Institut international de droit administratif pour l'Amérique latine (1977-1980)

Président fondateur de l'Association argentine de droit administratif (1976-1978)

Membre du Comité de rédaction, Revue internationale des sciences administratives, Institut international des sciences administratives, Bruxelles (de 1974 à 1989)

Doyen, École de droit et de sciences sociales, Université de Buenos Aires (1973)

Juge suppléant, Cour suprême de justice de l'Argentine (1972)

Doyen, faculté de droit, Université nationale La Plata (1969)

A occupé divers postes d'enseignant de droit administratif en Argentine et dans plusieurs pays d'Amérique latine et d'Europe, de 1958 à ce jour

Formation

Doctorat de droit et sciences sociales (1960); doctorat de droit, faculté de droit et de sciences sociales, Université de Buenos Aires

Publications

A publié plus de 20 ouvrages et manuels consacrés au droit, notamment traité de droit administratif en quatre volumes, publié simultanément en Argentine (8^e éd., 2003), en Colombie (2^e éd., 2001), au Venezuela (1^{re} éd., 2001), au Pérou (1^{re} éd., 2003), au Brésil (1^{re} éd., 2003) et au Mexique (1^{re} éd., 2004); a publié de nombreux articles dans des revues juridiques d'Amérique latine et d'Europe. Plus récemment, a publié un ouvrage en anglais intitulé *An Introduction to Law* (London, Esperia Publications Ltd, 2003, préfacé par Spyridon Flogaitis, Directeur du Centre européen de droit public), ainsi que deux autres ouvrages, intitulés *Une introduction au droit* et *The Future of Latin America: Can the EU Help?*, tous deux en 2003.

Autres responsabilités

Professeur honoraire dans diverses universités d'Amérique latine (trois en Colombie, deux en Argentine et une au Pérou)

A participé à de nombreux séminaires, conférences et colloques consacrés au droit administratif, dans le monde entier.

Consultant pour de nombreux projets gouvernementaux portant sur le droit et le développement et auprès d'organisations internationales (Banque mondiale, Banque interaméricaine de développement, Organisation des Nations Unies)

Président, Tribunal arbitral, Buenos Aires, 1994 (Mar del Plata Copan '95 Sociedad del estado y Swipco, SA)

Président, Tribunal arbitral, Pérou, 2003

Pour des renseignements plus détaillés, voir www.gordillo.com.

Dayendra Sena Wijewardane

Carrière professionnelle

Actuellement deuxième Vice-Président du Tribunal administratif des Nations Unies.

Conseiller juridique et chef des services juridiques, Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) (D-2). Retraité en septembre 1997. Rappelé comme Conseiller juridique de septembre 2000 à décembre 2002.

A également été Directeur du personnel et Directeur du Bureau de liaison de l'UNRWA à New York. A été pendant de nombreuses années membre de la direction de l'Office et de ses principaux comités, dont le Comité des ressources humaines et le Comité exécutif. Outre qu'il avait la responsabilité générale de la planification, la gestion et la supervision des fonctions juridiques de l'Office, le Conseiller juridique devait dispenser des conseils sur des questions complexes et délicates, juridiques et autres, ayant trait au fonctionnement, à l'organisation et aux activités de l'Office, sur les politiques, programmes et autres questions comportant des aspects d'ordre constitutionnel ou juridique, et sur les accords israélo-palestiniens.

Outre la gestion du Département juridique de l'UNRWA, qui était composé de 12 juristes et consultants au Siège et sur le terrain, le Conseiller juridique était chargé des relations avec les autorités israéliennes d'occupation dans la bande de Gaza et en Cisjordanie et, par la suite, avec l'Autorité palestinienne. Pour répondre aux préoccupations de la communauté internationale, le Conseiller juridique a créé et administré le programme de l'UNRWA de protection passive des Palestiniens au cours de la première Intifada. Le programme comprenait 23 administrateurs déployés en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, lesquels rendaient compte au Conseiller juridique. L'intéressé a créé et contrôlé la gestion stratégique du programme de soutien opérationnel de l'Agence afin d'assurer notamment un accès humanitaire pendant la deuxième Intifada, à partir de septembre 2000.

Le Conseiller juridique présidait le Comité des marchés du Siège ainsi que d'autres comités et groupes de travail. Il dispensait des conseils en matière de contrats et de marchés et représentait l'Office dans les affaires d'arbitrage et au Tribunal administratif des Nations Unies. Il était notamment chargé de conseiller l'Agence sur son règlement interne, notamment sur l'application du Règlement du personnel et des procédures de recours dont pouvaient se prévaloir ses 23 000 fonctionnaires.

A représenté le Commissaire général et le Commissaire général adjoint de l'UNRWA en leur absence.

Avocat à Sri Lanka (1960-1971)

A exercé à plein temps le métier d'avocat spécialisé dans les questions de contentieux, en première instance et en appel. Parmi ses clients, on peut citer la Banque de Ceylan, la Peoples Bank, la Ceylon Insurance Company, l'Insurance Corporation of Ceylon, l'Associated Newspapers of Ceylon Ltd et ses filiales. A représenté les sociétés Shell, Caltex et Esso de Ceylan pour leurs demandes d'indemnisation après la nationalisation par le Gouvernement sri-lankais des compagnies pétrolières du pays. A été conseiller juridique du Gouvernement des États-Unis dans une affaire de droit maritime. A donné pendant plusieurs années des

cours au Council of Legal Education de Sri Lanka et été Président de son comité d'examen.

Missions

Conseiller juridique auprès de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK).

Octobre 1999-avril 2000 : Conseiller juridique auprès du Représentant spécial du Secrétaire général au Kosovo. En vertu de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité, celui-ci détient l'autorité législative et exécutive au Kosovo. Le Bureau du Conseiller juridique, constitué de 17 administrateurs au Siège et de nombreux autres dans la région, avait un rôle juridique et politique central dans cette mission de maintien de la paix complexe et unique. Le bureau du Conseiller juridique de la MINUK rédigeait et révisait les instruments législatifs et exécutifs et dispensait des conseils sur un éventail complexe de questions concernant toutes les activités gouvernementales, y compris les activités bancaires, l'enregistrement des entreprises, la fiscalité, les télécommunications, les transports, l'établissement d'un appareil judiciaire, le maintien de l'ordre, les élections, l'état civil, l'administration municipale et régionale, etc. Chef de la délégation de l'ONU à Skopje pour négocier avec le Gouvernement de Macédoine l'Accord sur le statut de la mission.

Qualifications professionnelles

- Maîtrise (Oxon), B.C.L. (Oxon), Royaume-Uni
- Diplôme de droit international, Université de Cambridge (Royaume-Uni)
- Avocat (Middle Temple)
- Avocat, Cour suprême, Ceylan

Études

- 1947-1954 : Royal College School, Colombo
- 1954-1957/1958-1959 : Jesus College, Université d'Oxford
- 1957-1958 : Middle Temple, Londres
- 1962-1963 : Trinity College, Université de Cambridge

Distinctions

- Welson Prize in Law, Jesus College, Université d'Oxford
- Humanitarian Trust Scholar in Public International Law, Université de Cambridge (1962-1963)

Publications

- *Criminal Jurisdiction over Visiting Forces with Special Reference to International Forces*, British Yearbook of International Law, vol. 41 (1965-1966)
- *The Ombudsman as a Reality in Southeast Asia*, document de travail du Colloque d'Asie du Sud-Est, Colombo, janvier 1966

- *Protecting Palestinian Refugees: The UNRWA Experience: Humanitarian Diplomacy The Practitioners And Their Craft.* Tokyo; New York UN University Press 2007

Autres responsabilités

Gouverneur et Président, Conseil des Gouverneurs, École internationale de Vienne

Président du Comité international chargé d'enquêter sur les émeutes qui se sont produites au Kosovo en mars 2003

Membre de groupe, Centre d'arbitrage international de Singapour (SIAC)

Données personnelles

- Né le 29 avril 1935
 - Marié, deux enfants adultes
 - Nationalité : Sri-Lankais
 - Adresse électronique : senajanaki@gmail.com.
-